

ASSEMBLÉE NATIONALE

27 février 2023

LUTTE CONTRE LA RÉCIDIVE - (N° 740)

Commission	
Gouvernement	

RETIRÉ AVANT DISCUSSION**AMENDEMENT**

N ° 187

présenté par
M. Jacobelli
-----**ARTICLE PREMIER**

À la fin de l'alinéa 3, supprimer les mots :

« ou des garanties d'insertion ou de réinsertion présentées par celui-ci ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de repli.

Le principe d'une peine minimale est d'établir un plancher à partir duquel il n'est plus possible de diminuer la peine. En laissant la possibilité aux juges de déroger à la peine d'emprisonnement prévue à l'alinéa 2 de l'article 1, elle perd son caractère dissuasif. En effet, les motivations admissibles pour déroger à la peine minimale sont suffisamment larges pour qu'il subsiste une chance non négligeable d'échapper à ladite peine.

Il est donc proposé de revenir à minima sur la possibilité pour le condamné de se soustraire à cette peine minimale s'il avance des garanties d'insertion ou de réinsertion.